

Le Monde illustré (1857)

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

Le Monde illustré (1857). 1874/08/01.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
*La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
*La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

[Cliquer ici pour accéder aux tarifs et à la licence](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

*des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

*des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter reutilisation@bnf.fr.

LE MONDE ILLUSTRÉ

JOURNAL HEBDOMADAIRE



ABONNEMENTS POUR PARIS ET LES DÉPARTEMENTS
Un an, 24 fr. ; — Six mois, 13 fr. ; — Trois mois, 7 fr. ; — Un numéro, 50 c.
Le volume semestriel, 12 fr., broché. — 17 fr., relié et doré sur tranche.

LA COLLECTION DES 17 ANNÉES FORME 34 VOLUMES.

Directeur, M. PAUL DALLOZ.

BUREAUX
13, QUAI VOLTAIRE

18^e Année. N^o 903 — 1^{er} Août 1874

DIRECTION ET ADMINISTRATION, 13, QUAI VOLTAIRE
Toute demande d'abonnement non accompagnée d'un bon sur Paris ou sur la poste, toute demande de numéro à laquelle ne sera pas joint le montant en timbres-poste, seront considérées comme non avenues. — On ne répond pas des manuscrits envoyés.

Administrateur, M. BOURDILLIAT. — Secrétaire, M. E. HUBERT.



LE CENTENAIRE DE PÉTRARQUE A AVIGNON

La messe en plein air sur la place du palais des Papes. — (Dessin de M. Deroy).

COURRIER DE PARIS

PENDANT que le parquet taquine les Agences servant aux paris qui se font sur le turf, voici une société de Londres qui, dirigée par un honorable monsieur, s'avance formidable et pleine de promesses.

Il y a quelque dix ans, lorsque ces loteries ambulantes s'établirent sur les champs de courses, nous fûmes les premiers à crier.

Nous ne nous en prenions pas à ces établissements eux-mêmes, parce que nous sommes partisans de la liberté quand même. Quelle que soit la force d'un gouvernement, il ne lui est pas donné de réprimer un mal ancré dans les mœurs d'un peuple; tout au plus peut-il, lorsqu'il est paternel et intelligent, amoindrir ou modifier un mal que des siècles ne parviennent jamais à détruire complètement.

Deux cent quatre édits signés par tous les rois de France, sans compter le cardinal de Richelieu et la cour de Melun, n'ont pu abolir le duel.

On se bat moins, mais on se battra toujours.

La loi qui au commencement du règne de Louis-Philippe a aboli les jeux n'a pu abolir le jeu.

Il y a à Paris cinq ou six cercles honorables et trois cents tripots qui chaque nuit dépouillent les joueurs avec une précision autrement parfaite que celle de la roulette.

Depuis la fermeture des jeux, l'esprit joueur du peuple français a cherché des aliments partout.

Il a trouvé la Bourse, il a trouvé les Agences de paris aux courses; il trouvera bien encore autre chose.

« Le peuple a besoin d'espoir, » disait le pauvre Méry. Or, si du temps de Méry, ce besoin d'espoir se faisait généralement sentir, rien ne peut faire supposer que ce besoin ait diminué; au contraire. On a supprimé la loterie royale, établissement producteur où le pauvre pouvait rêver des millions en déposant un écu de six livres.

On a dit : « Ça ruine le peuple. » Comme si le peuple pouvait se ruiner !

Voilà bien longtemps que la loterie est supprimée, et le peuple ne paraît pas s'être enrichi beaucoup depuis qu'il place ses six francs ailleurs.

Il est vrai que pour combler la lacune que laissait la loterie supprimée, on a inventé des obligations à lots.

Au lieu d'une loterie royale, il y en a trente particulières, françaises ou étrangères :

La loterie de la ville de Paris;

La loterie du Crédit foncier de France;

La loterie de l'emprunt turc, et trente autres.

Il est vrai qu'on ne peut gagner que cent ou cent cinquante mille francs, et que les numéros rapportent quatre pour cent; mais ils coûtent cinq cents francs en moyenne, et il est très-difficile au peuple d'y placer son écu de six livres.

Or, si l'on autorise les loteries particulières des villes, des grandes compagnies ou des emprunts étrangers, pourquoi supprimer la loterie royale, nationale ou impériale ?

N'est-ce point la même roue; le même hasard ?

Si l'on supprime la roulette, pourquoi permettre les poules et les paris mutuels ?

Quelle différence y a-t-il entre une boule qui tourne ou un cheval qui court, et est-il plus immoral de parier sur la boule rouge que sur la casaque verte ?

Pourquoi deux poids et deux mesures ?

Les moralistes n'en font jamais d'autres.

— Supprimons, supprimons.

Hélas ! la suppression est comme la calomnie, il en reste toujours quelque chose, et ce quelque chose est toujours plus désavantageux aux masses que le mal supprimé.

La loterie et les jeux rapportaient à l'État des sommes considérables.

Que rapportent les tripots, les agences de courses et les emprunts étrangers ?

Les Allemands ont voulu aussi avoir leur heure de moralité, une fois n'est pas coutume, ils ont supprimé les jeux.

Qu'ont-ils gagné ? un brevet de moralité ? Ce n'est guère probable, les étrangers qui émaillaient les bords du Rhin ont adopté la Suisse, et ils ont bien fait.

Les habitants de Bade, d'Ems et de Wiesbaden attendent vainement sur le pas désert de leur porte le touriste qui semait l'or sur leurs routes, et ils ne voient rien venir.

Leurs nez s'allongent, s'allongent à défier le nez célèbre d'Hyacinthe du Palais-Royal.

Quant aux nez des naturels d'Hombourg et de Manheim, ce ne sont plus des nez ; comme dirait Gavroche :

— C'est des trompes.

Il y a trois ans, un homme, parfaitement honorable et connaissant mieux que personne la question des jeux, fit des efforts surhumains pour faire rétablir les jeux en France.

Il offrait de payer un des termes de l'indemnité de guerre, cinq cents millions ! s'il obtenait la concession des jeux pour dix ans dans cinq villes de France : Enghien, Aix-les-Bains, Biarritz, Deauville et Nice. Le chef du pouvoir n'était pas hostile à l'affaire.

Les ministres n'étaient pas éloignés de la conclure en l'entourant de certaines garanties préservatrices *ad usum populi*.

Tous les députés, consultés séparément, promirent leur voix.

Tout allait comme sur la... non comme sur des roulettes.

Seulement ! toujours l'éternel seulement, la droite ne voulait pas présenter le projet de loi, parce qu'elle s'attendait bien que la gauche crierait comme un contribuable.

La gauche refusa de prendre l'initiative, craignant que la droite ne la raillât sur cette dérogation aux lois spartiates qu'elle suit si religieusement.

Les journaux de la gauche se turent ; les journaux conservateurs ne soufflèrent mot, et, à la gloire de la France ou à sa sottise, on ne put réunir cinq députés pour signer la proposition.

Il arriva que M. Émile Dupressoir, le sympathique directeur de Bade, — car c'était lui qui avait résolu de payer l'Allemagne avec son propre argent, celui qu'elle allait perdre à la suppression des jeux, alla dresser sa tente à Fontarabie.

Fontarabie, c'est le Monaco des Pyrénées, comme Monaco est le Fontarabie des Alpes; et, grâce à lui et à la liberté, voici la voisine de Biarritz en train de devenir une ville de premier ordre, et l'Espagne en train de gagner de l'argent dont elle a bien besoin.

Avant de revenir aux Agences de courses, je veux signaler un fait qui me semble propre à faire réfléchir les moralistes enragés et *supprimeurs* de roulettes.

Il y a, dans le quartier du Temple, un industriel qui a une spécialité : il fabrique des roulettes et n'emploie pas moins de soixante ouvriers, qui produisent, en moyenne, trois cents roulettes par mois. J'entends de vraies roulettes, et non des jouets d'enfants.

Où vont ces trois mille six cents roulettes, qui sortent de là tous les ans ?

— A l'étranger ?

— C'est possible.

— En France, c'est probable.

Mettons un tiers pour la France, et n'en parlons plus.

Maintenant, causons, si vous le voulez bien, de l'honorable monsieur anglais, qui arrive comme l'Écossais Law, avec un système qui doit enrichir tout le monde.

Il est vraiment impossible d'être plus impudent que cet honorable monsieur.

Il appelle l'opération qu'il propose au public les *paris discrétionnaires*.

Le mot paraît d'autant plus mal choisi, que les chances de succès de ladite opération paraissent reposer absolument sur l'indiscrétion.

Voici le raisonnement de l'honorable monsieur anglais.

Rien n'est plus facile que de gagner.

La grande question, c'est de savoir choisir son cheval.

Le public parie au hasard, parce que le public est très-sot, et que, d'ailleurs, il ne peut faire autrement, puisqu'il n'y connaît rien.

Il parie ordinairement sur le favori, ce qui est la plus grande stupidité qu'un parieur puisse commettre.

Quand le favori perd, on perd tout.

Quand il gagne, on ne gagne rien, ou si peu, qu'il ne vaut pas la peine d'en parler.

D'ailleurs, les propriétaires de chevaux sont d'assez jolis filous, — c'est le monsieur anglais qui parle. — Ils parient eux-mêmes de fortes sommes sur un cheval, afin de donner confiance au public, et en sous main ils parient bien davantage sur un cheval qui ne fait pas grand bruit, mais dont le succès est certain.

Les ruses de ces messieurs sont sans nombre.

Pour les énumérer, il faudrait des volumes. Le monsieur anglais ne se donne même pas la peine de s'appesantir sur ces ruses, tant il est convaincu que tout le monde les connaît.

Je vois, du reste, que j'explique ça assez mal. Je vais laisser la parole au monsieur anglais.

« Quelquefois il se trouve que le propriétaire engage ouvertement des sommes *minimes* sur son cheval, à seule fin de jeter de la poudre aux yeux du public. Qu'arrive-t-il alors ? Le public s'empresse de suivre alors ce qu'il croit être l'exemple du propriétaire du cheval, il parie follement, et s'aperçoit — mais trop tard — qu'il a été *dupé*; car le cheval pour lequel il a parié n'a jamais eu la moindre chance d'arriver le premier au but.

« Quand le propriétaire d'une écurie de course possède deux autres chevaux engagés dans la même course, on a recours à une infinité de ruses — qui réussissent la plupart du temps — ayant pour but d'*aveugler* le parieur et de lui faire mettre son enjeu sur le cheval qui ne *porte pas* l'argent de l'écurie, quoiqu'il soit favori.

« Le compagnon d'écurie arrive *premier*.

« Les initiés empochent d'immenses bénéfices, tandis que le favori n'étant même pas *placé*, le public subit une grosse perte, qu'il ne doit qu'à son ignorance des *finesses* du Turf. »

Les *finesses du Turf* ! vous avez bien lu, n'est-ce pas ?

Encore une citation, et ce sera fini. Le monsieur anglais continue :

« Il ressort de ce qui précède — et nous ne parlons pas de *mille* autres raisons qu'il serait trop long d'énumérer — que le parieur a tout contre lui, et rien en sa faveur; tandis qu'avec le *système*, tout client devient une sorte de *Book-maker* sur une petite échelle, réalise hebdomadairement des bénéfices considérables, et cela sans qu'il puisse s'exposer à la perte d'un *seul centime*. »

Est-ce assez affriolant ?

Mais que c'est donc désobligeant pour les propriétaires de chevaux.

S'il faut en croire ce monsieur anglais, la Société d'encouragement du Jockey-Club n'aurait rien de commun avec la Société d'encouragement au bien.

Il faut avouer, c'est pénible, mais qu'y faire ? que ce que dit cet industriel n'est pas absolument faux.

Pour bien des gens, l'amélioration de la race chevaline n'est qu'un prétexte à filouterie.

Il est bon de prévenir le public que la première personne venue peut faire courir; il lui suffit pour cela d'acheter un cheval pur sang inscrit au *Sud-Book* et engagé en temps utile.

Il faut donc distinguer ces passants, car ces gentlemen sont plus honteux que riders, ces écuries de hasard, avec les grandes écuries des Rothschild, des Lagrange, des Fould, des Nivière, des Frosquel, des Lupin, des Delamarre et autres illustrations du turf sérieux.

En France, il y a vingt écuries qui jouissent

même au delà du détroit de la considération la plus méritée.

En Angleterre, il n'en est pas ainsi. Il est vrai qu'il y a bien plus d'écuries et que tout le monde s'en mêle.

On ne blâme point les ruses dans ce pays protestant; non-seulement on les tolère, mais on y applaudit.

Quand un gentleman douteux commet une petite coquinerie qui lui donne l'avantage sur ses concurrents, des milliers de voix lui crient : Bravo, Figaro !

~ Ainsi l'honorable monsieur anglais qui nous occupe a fait depuis longtemps une grande publicité dans les journaux d'Angleterre, et on a trouvé sa publicité toute naturelle.

Depuis une quinzaine de jours, il la commence en France; je me plais à croire que mes confrères ne vont pas

imiter de Joan Bull le silence indécent.

Savez-vous sur quoi est basé tout le système de ce gentleman ?

C'est bien simple : il entretient des espions dans toutes les écuries des deux pays; chacun de ses espions lui envoie trois dépêches par jour, de sorte qu'il connaît le fort et le faible et parie à coup sûr.

Que dites-vous de cela ?

Maintenant, qu'arriverait-il si tout le monde se mettait dans l'affaire? — Il n'y aurait pas de perdants; ce serait fort agréable. Mais alors que gagnerait-on ?

Cette hypothèse ne peut pas se réaliser, tranquillisez-vous.

Pour profiter, ou plutôt s'associer au système du monsieur anglais, il faut tout d'abord lui envoyer 50 livres, soit 1,250 francs.

Ce début présente déjà quelques difficultés. Si le système est bon, et il paraît assez déloyal pour l'être, ce sont ceux qui posséderont les 1,250 francs qui vont dévaliser les autres.

Sommes-nous assez loin de la loterie, de la roulette et de l'écu de six livres pas sterling du pauvre père de famille.

~ Si les Italiens ne sont pas contents de la façon dont nous autres Français nous avons célébré le cinq centième anniversaire de leur compatriote Pétrarque, c'est qu'en vérité ils ne seront pas raisonnables.

Un homme qui, par exemple, a dû être mécontent de ce déploiement de fêtes, de cette avalanche de discours, de ces danses, de ces farandoles : c'est M. Ballande, l'estimable artiste qui avait rêvé, l'an dernier, ce jubilé de Molière, dont les cérémonies furent si outrageusement négligées.

Entre Molière et Pétrarque il y a cependant une fière différence.

Le félibre Aubanel aura beau s'écrier :

« O Pétrarque nous répéterons tes sonnets avec frénésie. » Cela peut être joli en patois, mais comme c'est peu vrai !

On pourrait parier à coup sûr qu'il n'y a pas en France, sans compter les trois grands poètes Mistral, Aubanel et Roumanille, trois hommes capables de réciter, même sans frénésie, un sonnet de Pétrarque.

J'en suis désolé pour la gloire de Pétrarque, mais si son nom a survécu à l'oubli, c'est purement et simplement parce qu'il avait été aimé de Laure.

Que serait Abélard sans Héloïse ?

~ A propos d'Héloïse il arrive quelque chose d'assez fâcheux, le tombeau des deux amants serait, dit un curieux, dans un état de délaissement honteux et, si l'on n'avise promptement, un de ces matins le vent emportera le doux monument des deux célèbres amants.

Si ma voix avait plus d'échos, je proposerais une souscription publique pour la restauration de ce tombeau qui tombe en ruine.

Je suis convaincu que cet appel serait vite entendu.

Que de gens porteraient de bon cœur leur obole en signe de reconnaissance !

Quel est le vieillard qui a oublié les douces heures de la jeunesse ?

Quel est l'homme qui a cublé les douces heures de l'amour vrai ?

Les gens d'affaires, les vauriens, les égoïstes ne mettraient pas la main à la poche, mais on se passerait d'eux volontiers.

Vous verrez pourtant que le tombeau s'écroulera, l'amour s'en va comme le reste; qui sait si dans deux ou trois cents ans on ne parlera pas de l'amour comme d'une légende des temps gothiques? Et pourtant!...

~ Je ne sais si les générations futures répéteront avec autant de « frénésie » les sonnets de M. Arsène Houssaye que ceux de Pétrarque, je le désire de tout mon cœur, parce que ces sonnets sont fort bien tournés et que M. Houssaye est bien l'homme du monde le plus aimable qu'on puisse voir.

Mais, mon Dieu, que les générations futures aient d'occupation! M. A. Houssaye ne s'arrête pas. Chaque jour amène son sonnet à l'avenue Friedland, où l'éditeur s'en empare avec voracité pour le publier avec d'autres ou en tête des nombreux volumes que produit ce maître de la fantaisie.

Le dernier produit a un titre abracadabrante qui va faire bien rager Xavier de Montépin et qui eût rendu fou le pauvre Ponson du Terrail.

Jugez-en, le nouveau volume a pour titre :

LES MAINS
PLEINES DE ROSES
PLEINES D'OR
PLEINES DE SANG

Pleines de... Non, ça s'arrête là. C'est bien raisonnable pour des mains ordinaires.

Je n'ai pas encore lu ce volume, mais je le lirai. En attendant, je puis prédire un succès.

Succès de titre peut-être; mais enfin c'est toujours un succès.

~ Un correspondant me signale une assez jolie comédie que jouerait, depuis trois ou quatre ans, un habitant de la petite ville de M... — située non loin de Fontainebleau.

Tous les ans, pendant l'été, cet aimable villageois va se promener à la ville des carpes et engage les Parisiens, et quelquefois les étrangers, à diriger leurs excursions de tel côté de la vallée.

— Rien de plus beau, de plus pittoresque; si vous passez par là, j'aurai le plus grand plaisir à vous servir de *cicérone*.

En effet, soit que ses indications soient alléchantes, soit que le hasard ou le désir de tout voir, mène le touriste dans la vallée du personnage, il est sûr de ne pas échapper au complaisant qui le guette.

Son empressement à guider les promeneurs est extrême; il leur fait voir les plus petits recoins, et lorsqu'ils sont fatigués, il leur propose obligeamment de se reposer dans sa maison.

— Un verre de vin blanc, sans façon; un petit vin pas méchant du tout, sans cérémonie.

On hésite.

— Une tasse de lait pour madame

On n'hésite plus.

Alors, avec une bonne grâce parfaite, le propriétaire fait les honneurs de sa bicoque.

Il faut être poli, on le félicite sur la gentillesse de sa demeure.

Il répond que c'est un taudis, mais que la vue est si belle de son grenier, qu'il ne vendrait pas sa maison pour un monde.

On visite le grenier, la vue n'a rien d'extraordinaire; mais les visiteurs sont surpris de trouver des centaines de vieux tableaux couchés dans la poussière.

— Mais c'est un vrai musée! s'écrient les étrangers.

— Ah! de vieux tableaux de famille qui sont là depuis des temps infinis; je ne suis pas amateur, et, d'ailleurs, je n'y connais rien; on disait dans le temps que parmi ces toiles il y en avait d'un grand prix.

Et sans avoir l'air d'y attacher la moindre importance, il secoue habilement la poussière et s'éloigne sous prétexte de chercher un plumeau.

Alors, de deux choses l'une, ou les visiteurs l'arrêtaient, protestant qu'ils n'y connaissent rien eux-mêmes, ou ils le laissent aller.

Dans tout Parisien, il y a un brocanteur, et puis on a raconté si souvent l'histoire du tableau oublié dans un grenier, acheté trente francs et revendu cent mille, qu'il est bien rare que les promeneurs ne se jettent pas avec avidité sur les toiles du bonhomme.

Ils les tournent, les retournent en tout sens, et ne tardent pas à découvrir des signatures effacées par le temps, mais encore très-visibles.

L'hôte reparait avec son plumeau dès qu'on n'en a plus besoin.

— Que faites-vous de tout cela? demandent les visiteurs anxieux.

— Rien.

— Que ne vendez-vous ces tableaux qui se détériorent tout à fait.

— Euh! ça ne vaut pas grand chose.

— Certainement; mais aussi peu que vous en retiriez, cela vaudra mieux que de les laisser perdre.

— Sans doute. La vérité, c'est que ce n'est pas ça qui m'enrichira.

— Non, mais enfin.

— Un monsieur m'a offert un jour cent francs pièce de ces dix-là; je me repend de ne pas les lui avoir laissés.

On offre de donner le prix regretté.

L'affaire se conclut, et les bons Parisiens emportent gaiement des Titien, des Giorgione, des Parmesan, à cent francs chaque, que le bon villageois achète pendant l'hiver à la salle Drouot, à raison de six francs pièce.

~ Paris se ressent fort du mauvais temps.

La chaleur ou la pluie.

Les théâtres ne profitent pas de la pluie qui jette les cafés-concerts dans le marasme.

Il n'est guère que les fiacres qui tirent bon parti de la situation.

Les théâtres ne se laissent pas abattre; s'ils sont vides de spectateurs, ils sont pleins de promesses pour l'hiver prochain.

L'Opéra, l'Opéra-Comique et les principales scènes ont déjà annoncé leurs nouveautés.

Le conseil municipal, par une sage détermination, va mettre le bail du Théâtre-Lyrique aux enchères; c'est juste, honnête.

Il est à regretter que ce mode régulier et légal n'ait pas été employé pour les autres théâtres de la ville.

L'administration y aurait gagné et le public aussi.

La commission d'examen se prépare aussi; elle réchauffe son vieux sang de sang plus jeune. Un auteur dramatique, M. Villetard, vient d'être appelé à en faire partie. Si la censure doit exister, mieux vaut qu'elle soit pratiquée par des gens du métier qui ont fait leurs preuves.

M. Paul Bourdon a été nommé inspecteur des théâtres. Ce jeune homme, né dans le cabinet de Camille Doucet, directeur général des théâtres, a pris dans cette bonne école les traditions de bonne grâce et d'amabilité que l'auteur du *Fruit défendu* connaissait mieux que personne.

L'arrivée de M. Bourdon, aimé de tout le monde et fort estimé partout, rendra les relations des théâtres avec le ministère aimables et faciles.

~ A la place du classique mot de la fin, je préfère donner un spécimen de l'esprit en tous les temps. L'esprit, plus que toute autre chose, suit la mode.

Voici la mode de 1831. C'est l'épithète en chiffres d'un homme politique qui, heureusement, n'a laissé ni fils, ni gendre : M. Benjamin Constant :

Ci-gît qui combattit avec son sens com — 1
L'empire et les Bourbons et les vainquit tous — 2
Ensemble réunis sous le nombre de — 3
Il adopta l'esprit sous un fils d'Henri — 4
Mais il se déclara l'ennemi d'Henri — 5
Sur le banc des ministres il se serait as — 6
Et il aurait été le plus digne des — 7
Mais la mort le surprit en décembre le — 8
Il cherchait son repos comme en quatre-vingt — 9
Passant, de profun — 10

Et dire que cette platitude, plus heureuse que la liberté, fit alors le tour du monde!



KEN-VON-MENGUY,
ministre des affaires étrangères de Birmanie, envoyé à Paris
en ambassade extraordinaire.



MONG-THOO,
officier dans l'armée birmane, ancien élève de Saint-Cyr,
attaché à l'ambassade birmane à Paris.



ÉVÉNEMENTS D'ESPAGNE. — Les volontaires de Terael (Nouvelle Castille) repoussent une attaque de nuit des carlistes.

(Dessin de M. Vierge, d'après le croquis de M. R. Castellanos.)



ÉVÉNEMENTS D'ESPAGNE. — Prise de Cuença par les carlistes (Nouvelle-Castille). — (Dessin de M. Vierge, d'après le croquis communiqué par M. Dick)

LE CENTENAIRE DE PÉTRARQUE

Le cinquième centenaire de Pétrarque n'a pas été seulement célébré à Avignon; des fêtes solennelles ont eu lieu, à cette occasion, à Padoue et à Arqua.

Le 19 juillet, notre correspondant spécial nous télégraphiait que, la veille, la fête d'Arqua avait été splendide. De nombreux personnages italiens y assistaient. La foule des admirateurs du grand poète était accourue de tous les points de l'Italie. Des discours très-applaudis avaient été prononcés, et une médaille commémorative avait été distribuée par le professeur G.-P. Tolomei au nom du ministre. Après quoi, on avait visité la maison de Pétrarque.

Le dimanche, eut lieu, à l'Université de Padoue, l'inauguration de la statue de Pétrarque. Nouvelle fête, plus belle encore que la veille; discours de MM. Alcardi et Cittadella, qui provoquèrent un enthousiasme indescriptible.

M^{me} Maule, qui a traduit Pétrarque avec autant de précision que d'élégance, a lu un sonnet français fort remarquable en l'honneur du grand poète. Maximilien Calegari a parlé au nom de l'Académie de Bovolenta; puis Carducci a émerveillé l'auditoire (*remanemmo muti di meraviglia*).

Faut-il rappeler qu'Arqua fut le paradis où Pétrarque passa les dernières années de sa vie? C'est dans cette petite ville qu'il repose. Sur la place de l'église, un sarcophage en marbre rouge, supporté par quatre colonnettes, renferme les restes de l'amant de Laure.

D'après l'inscription, ce tombeau fut élevé par François de Brossano, son gendre.

Sur une des faces du monument est incrusté un médaillon de Pétrarque en bronze.

A l'un des côtés de ce sarcophage, on remarque une fracture. C'est que ce tombeau a été brisé et violé. Une nuit, on enleva un des bras du squelette. Dans quel but? C'était, sans doute, quelque pieux sacrilège. Un fanatique de Pétrarque seul a pu commettre ce crime.

Quoi qu'il en soit, on en accusa les Médicis.

On n'a jamais su, au juste, d'ailleurs, ce qu'était devenue cette relique. Elle est, dit-on, à Madrid.

Les habitants d'Arqua sont très-fiers de posséder les restes du poète. En prévision de la fête qui devait avoir lieu dimanche, on avait reconstruit la route qui mène à la place où se trouve le sarcophage.

Ce sont les femmes du pays qui, pour cette besogne, ont fait depuis plusieurs mois la prestation et la corvée gratis. Un brave bourgeois, à peine à son aise, a abandonné gratuitement une maison, qu'on a démolie, pour dégager la place.

La maisonnette où est mort Pétrarque est située sur le haut de la colline, au-dessus du village. Elle appartient au cardinal Silvestri.

Dans la grande chambre du rez-de-chaussée, pavée en carreaux rouges, sous un globe de verre, on voit encore un gros chat blanc empaillé, le chat de Pétrarque.

Le poète a laissé sur le félin un quatrain en vers latins dans lequel il déclare, mesdames, veillez-vous la face, que le matou occupe la première place dans le cœur du poète; M^{me} Laure ne vient qu'après.

Lui fidèle, elle belle.

Un de nos confrères a vu dans la chambre mortuaire le fauteuil dans lequel on le trouva mort. Ce meuble est authentique, authentique aussi un vieux bahut sculpté; tout le reste des meubles est douteux.

Les murs blanchis à la chaux de toutes ces pièces sont couverts d'inscriptions, distiques, quatrains et sonnets dans toutes les langues. On a mis sous verre la place où Alfieri a écrit au crayon un quatrain des plus remarquables.

Les registres d'inscriptions sont au nombre de cinq. Sur l'un d'eux, au milieu d'une page blanche, on lit ces mots :

BYRON (GEORGE)

Hommage plus digne dans sa simplicité qu'une ode tout entière.

ΜΑΡΤΙΟΣ ΒΙΡΓΙΛΙΟΣ ΕΙ ΕΣΤΙΝ V.-F. M.

L'AMBASSADE DU ROI DE BIRMANIE

KEN-WON-MENGI, ministre des affaires étrangères du roi de Birmanie, qui vient de passer deux mois à Paris, avec une suite nombreuse, n'y venait pas pour la première fois.

Il y avait déjà été envoyé, en 1872, pour négocier un traité de commerce et d'amitié avec le Gouvernement français.

Ce traité ayant été approuvé, l'an passé, par l'Assemblée nationale, M. le comte de Rochechouart, secrétaire d'ambassade de première classe, fut chargé, en se rendant à son poste, à Pékin, d'en échanger les ratifications. Il était accompagné de M. le comte Marescalchi; de M. le comte Renaud de Moustier, attaché à la légation de Pékin; de MM. les capitaines Moreau et Fauh, et de M. le comte d'Imécourt, attachés militaires.

La mission française arriva au mois de janvier dernier, en remontant le fleuve Irrawady, à Mandalay, capitale actuelle de la Birmanie, où elle fut traitée de la manière la plus honorable et la plus hospitalière.

Des présents avaient été offerts au roi de Birmanie de la part de M. le président de la République; c'est pour l'en remercier, et lui apporter ceux qu'en retour lui destinait le roi, que Ken-won-Mengi est venu une seconde fois en ambassade à Paris.

Les journaux ont entretenu assez souvent leurs lecteurs de l'ambassade birmane, pendant qu'elle séjournait parmi nous, pour qu'il soit superflu de joindre de nouveaux détails biographiques au portrait que nous donnons de Ken-won-Mengi et de l'un des seigneurs birmans qui l'accompagnaient, Mong-Thoo, qui, ayant passé, il y a une dizaine d'années, un certain temps à l'École militaire de Saint-Cyr, a retrouvé parmi les jeunes officiers de la garnison de Paris beaucoup d'anciens camarades.

La Birmanie, située au nord-ouest de l'Indo-Chine, entre les possessions anglaises, le Thibet, la Chine, le royaume de Siam, ne contient guère plus de cinq millions d'habitants, bien que son étendue soit encore égale à celle de la France.

Cette étendue, au siècle dernier, était beaucoup plus considérable; mais, à la suite d'expéditions successives, les Anglais ont occupé définitivement toute la partie du pays voisine des côtes.

Le climat de cette contrée tropicale est très-chaud, mais salubre; de magnifiques forêts la couvrent en partie; dans les montagnes, on trouve beaucoup de pierres précieuses, et ses mines de pétrole sont l'objet d'un commerce important.

Le roi exerce le pouvoir le plus absolu; la population est intelligente et de mœurs paisibles.

La religion dominante est le bouddhisme. Les missionnaires de la congrégation des missions étrangères en Birmanie ont plusieurs établissements et y sont traités avec beaucoup d'égards.

ÉVÉNEMENTS D'ESPAGNE

DANS les premiers jours du mois dernier, un fort parti carliste appartenant à l'armée de Catalogne, commandée par don Alphonse, frère de don Carlos, tenta une attaque de nuit sur la petite ville de Téruel. Avertis de l'approche de l'ennemi, les braves volontaires de la localité se réunirent rapidement et, débouchant brusquement par l'aqueduc, surprirent à leur tour les carlistes, qu'ils mirent en fuite en leur occasionnant des pertes sensibles.

Cette attaque, il est vrai, n'était qu'une feinte destinée à masquer le grand mouvement que don Alphonse allait tenter sur Cuença, dont il convoitait depuis longtemps la possession. Cuença, capitale de la province de ce nom, ville de 20,000 habitants, s'élève sur une colline rocaillée, au milieu des plaines immenses de la Nouvelle-Castille; la caisse de l'ayuntamiento renfermait le produit des contributions de plus de deux années, et de nombreux approvisionnements de toutes sortes y étaient accumulés.

Le 12 juillet, à sept heures et demie du soir, le

conducteur de la diligence de Canadas del Ollo avertit le gouverneur civil que don Alphonse et sa femme, avec 6 à 7,000 carlistes, venaient d'arriver à Cagnete.

A dix heures arrive une femme qui annonce que 8,000 carlistes occupent le village de Pagaroncites et empêchent ses habitants de se réfugier dans Cuença.

La garnison était très-faible et se composait seulement d'un bataillon du régiment de Tolède, d'un détachement de lanciers, de quelques gendarmes et douaniers, et de quatre pièces de campagne. Le brigadier Iglesias, cet ancien colonel de gendarmerie qui avait fait preuve de la plus grande énergie en faisant évacuer, le 3 janvier dernier, les Cortès de Madrid, était commandant militaire de la place. Il envoya aussitôt une dépêche à Madrid pour demander du secours, et répartit la garnison et les volontaires sur les différents points de défense.

A minuit moins un quart, un éclaireur annonce qu'à une lieue de la ville, à Salomera, se trouve un fort détachement de lanciers carlistes qui venaient de rompre le télégraphe et d'annoncer l'arrivée d'un corps de 14,000 hommes. A quatre heures du matin, le brigadier Iglesias fait sonner la diane. Les carlistes ouvrent aussitôt le feu tout autour de la ville et lancent plusieurs obus incendiaires qui mettent le feu aux maisons. Trois assauts tentés par eux contre les portes du Château, de Valence et les rues de l'Alameda et de l'Institut sont successivement repoussés. Le brigadier Iglesias, voyant du haut du clocher de la cathédrale, qui lui servait d'observatoire, les carlistes concentrer de fortes colonnes vis-à-vis du château, fait rentrer en ville les défenseurs du faubourg de la Carreteria et renforce le poste de la porte de Valence. A huit heures, l'ex-colonel Freisa, chef d'état-major de don Alphonse, se présente en parlementaire, et somme la ville de se rendre, ajoutant qu'étant sûr de s'en emparer il la rendait responsable des malheurs d'une prise de vive force. « Prenez la ville si vous pouvez, répond le brave Iglesias, mais elle ne se rendra pas. » Le feu recommence alors avec une telle violence, qu'on eût dit une seule et unique décharge continue.

A une heure et demie du soir, nouvelle suspension d'armes. Le lendemain, à midi, le feu recommence; depuis ce moment jusqu'à quatre heures du matin, trois nouveaux assauts sont encore repoussés; la garnison se battait sans repos ni trêve, ne trouvant même aucun moment pour manger. La plupart des soldats étaient des conscrits qui n'avaient jamais vu le feu; mais de nombreux exemples ont prouvé de quoi sont capables les conscrits espagnols quand ils sont bien commandés. Dans cette lutte de cinquante-six heures, ils déploient la plus brillante valeur, malgré la soif ardente qui les dévore (l'ennemi ayant coupé les conduites d'eau). Le lieutenant-colonel de Toledo et le commandant de la réserve, don Enrique Escobar, sont tués au premier rang. A quatre heures du matin, les carlistes ouvrent une brèche aux environs de la rue de la Monnaie. Profitant de la confusion que cet événement répand parmi les défenseurs de Cuença, le bataillon des zouaves catalans pénètre le premier dans la place. Iglesias rallie alors ses soldats et se replie dans la rue de la Correduria, où il tient encore trois heures, en tuant beaucoup de monde à l'ennemi. Les munitions épuisées, il veut se retirer dans le château pour y tenir jusqu'à la mort. Au moment où il allait entrer rue San Pedro, le cabecilla Monet, qui, avec ses 4,000 hommes, venait de s'emparer du château, lui coupa la retraite. Pris entre deux feux, n'ayant plus de munitions, Iglesias se rend, pour sauver les 480 hommes qui lui restaient. En ce moment, l'aspect de la ville était horrible; les clairons carlistes sonnaient l'assaut et le pillage; la préfecture, avec les archives et plusieurs autres édifices, brûlaient; toutes les maisons de la Carreteria et de la Correduria furent pillées. Quiconque était surpris les armes à la main ou ayant l'air seulement de vouloir se cacher, était fusillé sur-le-champ. Les carlistes, après être restés trois jours à Cuença, se retirèrent, en ayant enlevé tout l'argent, les approvisionnements, les effets et quelques otages.

L'armée de Catalogne, dans cette attaque, se composait de 14,000 carlistes, commandés par don Alphonse et sa femme, dona Nieves, et les cabecillas Freisa, Monet, Francisco de Julian, Vallès, le curé de Flix, Villalés, etc.

La dépêche d'Iglesias, qui annonçait l'attaque imminente de don Alphonse, arriva le 12 juillet à Madrid, entre dix et onze heures du soir. Le gouvernement, effrayé, envoya sur-le-champ, par le chemin de fer une forte co-